

## Résumé de l'exposé du 4 juillet 2020, intitulé : **Vers la dépendance nationale du médicament ?**

L'objet de cet exposé est de mettre en évidence l'évolution de l'esprit même de la pharmacie, à travers l'évolution de la préparation des médicaments du fait de l'industrialisation.

Depuis près d'un demi siècle la préparation du médicament est passée pratiquement du préparatoire de l'officine, à la production en centres industriels. Cette évolution a modifié globalement la composition d'un médicament autour du ou des principes actifs, par un ajout d'excipients plus nombreux, afin de satisfaire essentiellement la technologie de production en machine, plus que l'amélioration proprement dite du médicament. Cela se traduit par des coups différents et une certaine incitation à la consommation des médicaments.

Initialement la prescription médicale était spécifique d'un ou d'une patiente, avec son cortège de situation personnelle permettant une adaptation à soigner. Actuellement le médicament est défini statistiquement pour un individu moyen, répondant à un type pathologique, situation pouvant conduire à des compromis, voire des conflits d'intérêt.

Les derniers évènements de santé publique ont mis l'accent sur la place de la mondialisation des ressources sanitaires et la dépendance pour la production médicamenteuse, à certains états asiatiques en particulier, ou des Etats Unis.

D'une préparation unitaire réalisée en général à partir d'une prescription médicale, par un pharmacien, pharmacienne ou préparateur, comportant autour du principe actif deux ou trois excipients, sans conservateur, la spécialité pharmaceutique est produite par milliers d'unités en usines spécialisées, nécessitant à côté du principe actif des constituants additifs techniquement nécessaires et plus nombreux.

Par ailleurs si le caractère administratif permettant notamment la mise en place des AMM, autorisation de mise sur le marché, s'est avéré nécessaire, il a par contre considérablement alourdi et restreint le rôle et la place du pharmacien. Son activité de préparation des médicaments prescrits par le médecin, a été limité par l'établissement de listes positives de substances, autorisant ainsi le pharmacien pour la préparation des médicaments, sans parler des exigences quant au préparatoire, nécessitant des installations et matériels peu compatibles économiquement parlant, compte tenu de la limitation de prescriptions possibles qui s'en est suivi.

Le cas échéant le gouvernement décrète la possibilité aux pharmaciens de produire ou non certains médicaments ou produits nécessaires à la santé publique. De même pour les médecins. L'exemple récent à propos de la préparation en officine de pharmacie du fameux et recherché gel hydro alcoolique, confirme ce point regrettable.

Certes cette organisation nationale et internationale permettant de réguler la mise sur le marché des médicaments était nécessaire pour assurer une certaine homogénéité internationale de l'exigence médicamenteuse. Ceci compte tenu que dans le cadre de la mondialisation et de la concurrence que le médicament a exacerbé, la course aux dépôts de brevets a encouragé vers le milieu des années 1980 et dans les pays concernés, la création de partenariats commerciaux et de rachats entre de grandes firmes et les petits laboratoires de recherche, qui peinent à survivre. Ce fait a entraîné un phénomène de concentration de la production et de la recherche pharmaceutique, rapidement dominées par les plus grandes sociétés internationales qui maîtrisent les fonds et les structures.

Ainsi on constate que ce phénomène de concentration s'est par exemple traduit en France en presque 50 ans (1970-2018) par une chute du nombre d'entreprises

pharmaceutiques alors que leur taille augmentait et leur chiffre d'affaire était presque décuplé. De 422 établissements pharmaceutiques, le nombre est passé à 240.

La mondialisation disperse aussi la production. En 1970, le chiffre d'affaire de l'industrie pharmaceutique française était essentiellement réalisé en France à hauteur de 87 %. Cette part n'est plus que de 3,7 % en 2017.

Et pourtant l'industrie pharmaceutique se porte bien, avec 1200 milliards de dollars de chiffre d'affaires générés en 2019, soit près de 1000 milliards d'euros, dont 45 % pour les seuls Etats Unis. A noter qu'une hausse de 2,5% à 3,5%, est attendue pour 2020.

Dans ce contexte au cours des prochaines années les prédictions comptent sur **une croissance quasi nulle en France**, sur un marché mondial en pleine croissance.

Pour étayer cela, voici sur 91 médicaments autorisés en Europe en 2017, 6 étaient produits en France, contre 16 au Royaume Unis, 15 en Allemagne et 12 en Irlande, soit un léger 50 % produit en Europe.

Mais ne tombons pas dans le piège en confondant chiffre d'affaires, consommation de médicaments et localisation des unités de production des médicaments, et surtout des producteurs de matières premières, de principes actifs en particulier, qui dépendent **en premier lieu de l'industrie chimique**.

Pourtant l'industrie pharmaceutique française se différencie aujourd'hui par rapport à l'Inde et la Chine, **par une vraie garantie de qualité** auprès des laboratoires clients. **Elle peut miser sur une expertise reconnue avec des références solides dans la synthèse chimique, et une exigence règlementaire de qualité.**

Malheureusement il se trouve que par le système économique politique français, plus de 85 % des sites actuels français de production de principes actifs et de mise en forme des médicaments, sont tournés vers la production pour l'exportation par la vente à des tiers et à la sous-traitance.

A noter qu'aujourd'hui l'Inde et la Chine, représentent entre 60 % et 80 % des principes actifs produits dans le monde en volume, ce qui devrait continuer d'exercer une concurrence virulente par les coûts.

Il devient donc aisé de penser que la pharmacie et les médicaments sont en bonne place au plan mondial en matière d'économie, beaucoup plus que d'intérêt médical, et que la dérive économique a rapidement pris le dessus, avec souvent la bénédiction des autorités ministérielles nationales correspondantes.

Pour bien souligner ce fait économique pour la France, selon les dernières projections de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament (ANSM), plus de 1.200 traitements ou vaccins auraient été concernés par des situations de pénurie sur l'ensemble de l'année 2019. C'est 60% de plus qu'en 2018, et 30 fois de plus qu'en 2008.

A souligner qu'il ne s'agit pas de nouveaux médicaments ou de médicaments mineurs. On parle ici de produits anciens dont l'usage thérapeutique est considéré comme ayant un apport majeur et dont on connaît à l'avance la consommation, presque au jour le jour, et dispensés à l'hôpital ou vendus en officine.

D'après l'Ordre des Pharmaciens, les causes de ces ruptures sont à la fois "*nombreuses et multifactorielles*". Parmi les principales, il y a la capacité de production insuffisante compte tenu de nouveaux marchés qui se développent notamment sur le continent africain et sud américain.

La plupart des médicaments génériques ne sont plus fabriqués en France. 70% des molécules permettant de fabriquer la plupart des traitements sont fabriqués aux États-Unis

ou en Asie, comme l'Inde et la Chine, sur un nombre restreint de sites. Au moindre problème dans une usine, c'est la catastrophe. Et là il n'y avait pas encore le spectre du *coronavirus*.

Par ailleurs l'Inde est devenue la pharmacie du monde en trois décennies. Championne des génériques, l'industrie pharmaceutique indienne fournit la majeure partie des patients américains, mais aussi les pays en développement. L'Inde satisfait la moitié de la demande mondiale de vaccins.

Aujourd'hui, on considère que près de 40 % des médicaments finis commercialisés dans l'Union Européenne ont été fabriqués dans un pays tiers et 80 % des fabricants de substances actives des médicaments sont installés hors de l'Union Européenne, selon le rapport du Sénat.

De plus l'Empire du milieu ambitionne de devenir la première puissance pharmaceutique de la planète en s'appuyant sur le savoir-faire de ses entreprises, et non pas en consolidant sa position de sous-traitant low-cost privilégié des entreprises étrangères. À PUDONG, la nouvelle « *Pharma Valley* », le centre des affaires est constitué de 9000 sociétés avec un pourcentage très élevé de grands groupes pharmaceutiques internationaux.

Le phénomène est encore aggravé par la volonté des laboratoires, de restreindre des stocks qui leur coutent de l'argent, ce qui conduit au principe des "*flux tendus*". Il en résulte que pour éviter les coûts liés aux stocks, les laboratoires réduisent ceux-ci au maximum, en fait au minimum de disponible.

Alors par rapport à l'intitulé du début, comment les choses vont-elles évoluer pour notre pays ?

A rappeler encore qu'il ne faut pas confondre consommation des médicaments en France et capacité et volonté de les produire, car la mondialisation est passée par là.

On peut noter que pour notre pays, a priori, ni la puissance industrielle, ni le savoir-faire n'ont été perdus. Pour des raisons politico-économiques et internationales ils n'ont juste pas été actionnés.

Peut-être que les événements planétaires que nous venons de vivre, pourront aider à reprendre en main certains aspects de la situation santé en France et en Europe.

Mais peut-on rêver ?

Il faut bien être conscient que malheureusement les ambitions de certains pays économiquement dominants, de vouloir conserver leurs prérogatives économiques après cette crise sans précédent, nous conduirons sans doute, vers notre **mode sociétal** de vie, à choisir entre pouvoir d'achat et défense de nos industries nationales, avec des prix de production incomparables au plan international.

Mais soyons conscient que les médicaments ainsi produits couteront plus chers, et que notre système de protection sociale ne suivra pas. Il faudra que les patients mettent la main à la poche sans aucun doute.

Alors essayons de faire appel à un peu plus de raison pour redonner vie à chaque secteur de la vie et à espérer à ce que l'humanité se ressaisisse et ne devienne pas une simple case comptable.

*" C'est au commerce de s'adapter à l'art, et non à l'art de s'adapter au commerce ",*

et cette autre tirée d'une fable d'Esoppe, le Laboureur et l'Arbre,

*" Les hommes ont moins d'amour et de respect pour la justice, que d'acharnement au gain ".*

Il n'est peut-être pas utopique, de garder **Espoir**.